

Éditorial : Les leçons locales d'une crise mondiale

La crise économique a été tout à la fois large et profonde. Plus de cinq ans après l'implosion du système financier mondial, la reprise économique reste fragile, et les effets de la crise continuent de se faire sentir dans la quasi-totalité des pays membres de l'OCDE, surtout en matière de chômage, avec, notamment, toujours plus de chômage chez les jeunes.

La propagation des difficultés économiques au-delà des frontières nationales et l'urgence d'une réponse mondiale coordonnée sont bien connues, et il est indéniable que des analyses macroéconomiques comparatives et une coopération internationale dans l'élaboration des politiques sont toujours aussi cruciales. Mais quels enseignements apparaissent quand on change d'échelle afin d'étudier les conséquences de la situation économique actuelle au niveau régional et local ? Comment repérer les politiques déjà menées avec succès et les reproduire dans d'autres régions du même pays et, à terme, du reste du monde ?

Tous les emplois sont locaux

Dans le cadre de son analyse exhaustive des données locales et régionales, le *Panorama des régions 2013* révèle qu'une part disproportionnée du chômage d'un pays se concentre généralement au sein d'un nombre limité de régions. Dans 10 pays membres de l'OCDE, plus de 40 % de la hausse du chômage intervenue au cours des cinq dernières années s'est concentrée dans une seule région. Dans de nombreux pays, les disparités régionales en matière de chômage des jeunes se sont encore creusées. Le problème se pose de façon particulièrement préoccupante en Espagne, en Grèce, en Italie, au Mexique, en Pologne, au Portugal et en République slovaque, où, dans certaines régions, le taux de chômage des jeunes dépasse aujourd'hui les 40 %. Résoudre les problèmes spécifiques du marché du travail de ces régions et mener une action intégrant des solutions locales pourrait favoriser grandement la reprise à l'échelle nationale.

Faire plus avec moins, investir plus judicieusement

Dans la plupart des pays, on a rogné sur l'investissement public pour réduire les déficits budgétaires tout en préservant les dépenses consacrées à la protection sociale, à la santé et à l'éducation. Une reprise durable ne sera possible qu'avec un nouvel afflux d'investissements publics et privés, et les autorités infranationales des pays de l'OCDE ont un rôle à jouer en la matière, dans la mesure où elles sont responsables de plus de 60 % des investissements publics. Il est toutefois essentiel de cibler judicieusement les dépenses qui peuvent encore être consacrées à l'investissement, afin qu'elles contribuent à rétablir la croissance et à préserver le bien-être collectif. Les autorités infranationales ne doivent pas mener cette action seules – le secteur public dans son ensemble doit partager la même analyse de la situation et y apporter une réponse coordonnée.

La crise a renforcé la nécessité de mener, aux côtés de politiques à l'échelle de l'économie dans son ensemble, des démarches différenciées permettant de mieux répondre aux besoins de chaque région et de mieux exploiter son potentiel. Placées face au défi de devoir « faire plus avec moins », les autorités nationales peuvent contribuer au processus en mobilisant une nouvelle gamme d'acteurs, les régions, les villes, le secteur privé et la société civile. Pour qu'une telle mobilisation fonctionne, il est toutefois crucial de coordonner les objectifs, les incitations institutionnelles et les réponses des administrations nationales, régionales et locales.

Le rôle moteur des zones urbaines

Pour la première fois, nous sommes en mesure de présenter une analyse exhaustive des résultats des zones urbaines des pays membres de l'OCDE, axée sur des villes de tailles différentes et sur les liens entre habitants et emplois. Une meilleure compréhension du fonctionnement des villes est très utile pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés par chacune d'entre elles et préparer, à terme, la diffusion à d'autres territoires des avantages liés à des politiques meilleures.

Les zones métropolitaines sont les principaux moteurs de la croissance. Plus de 50 % de la croissance économique et des créations d'emplois de la zone OCDE se concentrent dans ses 275 zones métropolitaines (c'est-à-dire les zones abritant plus de 500 000 habitants). Néanmoins, des politiques et une planification inadéquates peuvent exacerber les inégalités entre ces zones et au sein de chacune d'entre elles. La résilience des villes face aux chocs économiques est très variable selon les pays de l'OCDE et à l'intérieur de chacun de ces pays. À l'heure actuelle, dans 45 % des zones métropolitaines, le taux de chômage est plus élevé que dans le reste du pays.

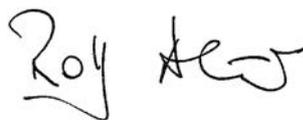
Le morcellement administratif entre différents niveaux d'administration et organismes publics implantés dans la même zone métropolitaine peut entraver l'adoption de mesures appropriées. Si les zones métropolitaines sont des unités importantes pour l'action publique, leurs frontières économiques et sociales ne correspondent généralement pas aux délimitations administratives. Dans la plupart des cas, un nombre très important d'administrations locales et régionales contribuent à l'élaboration des politiques au sein de la même ville, généralement avec des responsabilités morcelées ou redondantes. Ainsi, on trouve plus de 1 300 autorités locales dans la zone métropolitaine de Paris, près de 1 000 dans celle de Séoul, 540 dans celle de Chicago et plus de 400 dans celle de Prague. Assurer l'efficacité et l'équité des services fournis, la coordination des interventions publiques et la répartition des richesses au sein de la zone peut devenir très difficile quand l'action publique dépend d'un nombre aussi important d'acteurs administratifs.

Les zones métropolitaines du monde entier doivent donc chercher la structure administrative et les partenariats les plus efficaces pour relever ces défis et rester au plus près de leurs administrés. Elles ne pourront y parvenir sans la coopération de tous les niveaux d'administration et, en premier lieu, des autorités nationales.

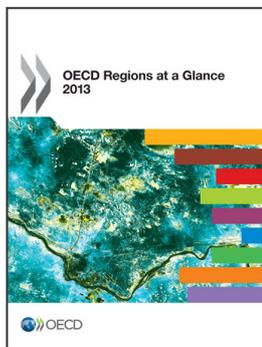
En se penchant sur l'échelon infranational, le *Panorama des régions 2013* offre un aperçu unique de la façon dont la crise mondiale et la reprise qui semble s'amorcer ont été vécues là où les administrés vivent et travaillent. Nous sommes convaincus de l'utilité de cette publication pour les responsables publics de chaque région, mais aussi pour ceux qui s'intéressent aux leviers de l'économie mondiale.

En dernière analyse, il n'y a aucun choix à opérer entre des politiques locales ou nationales, urbaines ou rurales ou encore ascendantes ou descendantes. Les responsables publics doivent s'employer à apporter des réponses individuelles adaptées et à coordonner l'action des différents niveaux d'administration afin de diffuser les bonnes pratiques et de les appliquer de façon intelligente.

Rolf Alter

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rolf Alter', with a stylized flourish at the end.

Directeur de la Direction de la gouvernance publique
et du développement territorial



Extrait de :
OECD Regions at a Glance 2013

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/reg_glance-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Alter, Rolf (2013), « Éditorial : Les leçons locales d'une crise mondiale », dans OCDE, *OECD Regions at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/reg_glance-2013-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.